

## Le modèle soviétique :

### I. Les spécificités du « socialisme réel »

#### 1) Les fondements idéologiques

- Marx (et Engels) -> une certaine conception du sens de l'Histoire : l'humanité en marche vers le bonheur par une série d'étapes, dont chacune est marquée par la lutte de classes (classe dominante mais descendante, classe dominée mais ascendante). Au système esclavagiste de l'Antiquité a succédé le féodalisme au Moyen-Age. Des ruines du féodalisme au XVIIIème siècle, a surgi le capitalisme, où s'affrontent bourgeois et prolétaires. Miné comme les systèmes précédents, par ses contradictions internes, le capitalisme s'effondrera pour laisser la place au socialisme, marqué par le pouvoir du prolétariat, qui préparera l'avènement de la société parfaite, la société communiste.
- Lénine -> le passage du capitalisme au socialisme ne peut se faire que dans et par une révolution dirigée par un parti hiérarchisé et discipliné.
- Staline -> sur les bases léguées par Lénine (à sa mort en 1924), il est possible d'édifier le socialisme en URSS avant de l'étendre ailleurs.

#### 2) Les données institutionnelles

- Les apparences de la plus large démocratie
- La réalité :
  - Le parti, « avant-garde du prolétariat » contrôle aussi bien l'Etat et son appareil administratif que la société, avec toutes les associations qui la structurent -> les consultations électorales servent à ratifier les choix du Parti.
  - Au sein du parti, les échelons supérieurs contrôlent entièrement les échelons inférieurs.

#### 3) Les données économiques : l'antithèse du capitalisme

- Une économie collectivisée
- Une économie planifiée -> une planification totale, centralisée et détaillée, impérative.
- ⇒ de grands écarts entre les résultats affichés et la réalité.

#### 4) La répression policière, au cœur du système

- ⇒ Pour masquer la faille entre apparence et réalités.

### II. Le système stalinien à son apogée (1945-1953)

#### 1) En Union Soviétique

- Staline au-dessus de l'Etat comme du Parti :
  - Un pouvoir sans contrôle et sans limite
  - Un culte en expansion
- Une reconstruction économique dans le cadre des plans quinquennaux -> des objectifs toujours très ambitieux, priorité aux industries de base et de biens d'équipement sur les industries de consommation et l'agriculture -> Puissance et Pénurie
- Une terreur de masse, qui s'exerce à la fois sur le peuple et sur l'appareil du Parti communiste, à tous les niveaux
  - L'espace privilégié de cette terreur : les camps de travail forcé (Goulag)
- ⇒ Atomisation de la société ; adhésion en paroles (et en pensées) au discours officiel et à sa présentation de la réalité

## 2) Un modèle qui rayonne

- Dans les Etats qui composent le bloc soviétique : un système reproduit à l'identique et imposé à l'ensemble de la population (cf les débuts de la guerre froide)
  - En Europe de l'Est (Yougoslavie exceptée), Staline a un contrôle total sur l'appareil dirigeant des différents partis communistes (procès contre certains dirigeants), ce qui n'est pas le cas du côté de la Chine, même si Mao se montre un disciple zélé.
  - En Occident : un système qui fascine certains (ouvriers, intellectuels) en raison :
    - Du rôle de laboratoire d'une société fondée sur la justice après la disparition de l'oppression capitaliste
    - Du rôle que l'URSS a joué dans la lutte contre le nazisme
    - De l'hostilité irréductible aux Etats-Unis
  - Dans le Tiers-Monde qui commence à émerger, sur fond d'anti-impérialisme
- Mars 1953
- ⇒ Le choc de la mort du créateur d'un monde nouveau
- ⇒ Les interrogations sur les possibilités de survie du modèle (-> des changements inéluctables mais de quelle ampleur, à quel rythme, avec quel regard sur le passé ?)

## III. Réformer le système ? (1953-1964)

### 1) L'évolution de l'URSS après la mort de Staline

- Une succession mouvementée d'où émerge progressivement Nikita Khrouchtchev. En 1958, ce dernier cumule les fonctions de chef du parti communiste soviétique et chef du gouvernement.
- ⇒ Une volonté de promouvoir une politique nouvelle
- La remise en cause du stalinisme :
  - Dénonciation « d'erreurs et de crimes » de Staline (XXème Congrès du PCUS, en Février 1956)
  - ⇒ Fin du culte stalinien, fin de la terreur de masse, relative libéralisation culturelle
  - Réformes économiques -> efforts de décentralisation ; plus grande attention à l'agriculture et à la production des biens de consommation
- Une remise en cause plus spectaculaire qu'approfondie : aucun des fondements du système n'est touché (tant dans les domaines institutionnels que dans le domaine économique), les dysfonctionnements étant attribués au seul Staline, après 1934.
- Le bilan :
  - Pour la masse des soviétiques : des acquis tangibles, mais qui restent loin des promesses et des attentes (répression policière maintenue ; pénuries sectorielles)
  - Pour les hommes de l'appareil : la quasi-assurance de ne plus perdre tous leurs avantages du jour au lendemain par la volonté du maître
- ⇒ La constitution d'une classe dirigeante : la « Nomenklatura »

### 2) L'évolution des relations entre l'URSS et les autres Etats communistes

- Avec l'Europe de l'Est : plus de continuité que de changements
  - Des changements espérés (après la réconciliation avec Tito en 1955 et le XXème Congrès du PCUS en 1956)
  - Le coup d'arrêt sanglant de l'Automne 1956 : répression du mouvement révolutionnaire en Hongrie - qui, à la différence du mouvement polonais, ne se borne pas à un simple changement de direction à la tête du Parti
- Avec la Chine : de l'amitié à la rupture totale (amorçage en 1956, consommée en 1960) car :
  - Divergences idéologiques (sur la déstabilisation, sur la construction du socialisme, sur la politique vis-à-vis du bloc occidental).
  - Rivalités géostratégiques entre deux Etats-continentaux voisins.

1964 : Inquiets de la volonté de Khrouchtchev de réformer plus en profondeur, ses collaborateurs à la direction du Parti communiste soviétique le contraignent à la démission

- ⇒ La preuve que le chef du Parti n'a plus un pouvoir absolu, mais qu'il est responsable devant ceux qui sont au sommet de la Nomenklatura

## IV. Stabiliser le système ?

### 1) En Union Soviétique

- Un pouvoir conservateur
  - Le secrétaire général, Leonid Brejnev, gère les intérêts de la Nomenklatura, en concertation avec les autres dirigeants des appareils bureaucratiques (administrations, secteurs économiques, organisations sociales, républiques fédérées,...) qui siègent au Bureau politique et/ou au secrétariat
    - ⇒ Des compromis et au final la décision de ne plus rien changer
  - Un pouvoir qui se contente d'une adhésion de façade de la population
    - ⇒ Une répression policière ciblées contre les « dissidents »
  - La question, non résolue, du renouvellement, au sommet de la hiérarchie, des dirigeants :
    - ⇒ Un pouvoir gérontocratique
- Des réformes économiques en trompe-l'œil
  - Des velleités de donner plus d'autonomie aux entreprises mais sans remettre en cause le système de planification centralisée
  - Des tentatives d'améliorer la productivité qui s'enlisent en raison de la passivité des travailleurs, assurés d'un emploi et sans perspectives d'une amélioration des possibilités de consommation.
    - ⇒ Une baisse des taux de croissance et des problèmes qui s'aggravent dans les années 1970
- ⇒ La coupure entre un Etat immobile et une société en mutation

### 2) Dans les démocraties populaires : des variations autour du modèle brejnévien (jusqu'en 1975)

à l'exception (toujours) de la Yougoslavie qui s'engage sur une voie « autogestionnaire » (tout de même fermement contrôlée par Tito qui demeure le maître absolu du Parti, de l'Etat, de l'armée)

- Bulgarie, RDA -> Une stricte conformité
- Roumanie, Albanie -> Le maintien du système stalinien à l'intérieur, accompagné d'une prise de distance avec l'URSS à l'extérieur (qui, pour l'Albanie, va jusqu'à la rupture : des écarts finalement tolérés par les dirigeants soviétiques parce qu'ils ne remettent pas en cause les fondements du système)
- Hongrie : des changements soigneusement calibrés pour rester en deçà de ce qui est tolérable pour la direction soviétique.
- Tchécoslovaquie -> en 1967/1968 des changements plus radicaux lancés par les dirigeants du parti communiste eux-mêmes, qui rencontrent l'adhésion de la population -> inquiétudes des dirigeants soviétiques, comme de ceux des autres démocraties populaires, pour qui il est intolérable que le Parti communiste renonce à son pouvoir absolu
  - ⇒ Intervention, en Août 1968, des forces du Pacte de Varsovie pour mettre un terme à ce « Printemps de Pragues » et réaligement forcé de la Tchécoslovaquie sur le modèle soviétique brejnévien.
- Pologne : une contestation qui prend de l'ampleur malgré la répression.